

VI-GUERRE FRATRICIDE

LA COURSE AU POUVOIR

Je me trouvais dans un petit douar de la région de Médéa, quand j'entendis, à la radio, l'annonce des accords d'Evian par le Président du GPRA Benyoucef Benkhedda et le président français Charles De Gaulle. J'ai gardé en mémoire certains passages du discours de Benkhedda : " Peuple algérien ! Après plusieurs mois de négociations difficiles et fructueuses, nous sommes parvenus à un accord général à Evian entre la délégation algérienne et la délégation française. C'est une victoire acquise par le peuple algérien, qui a arraché son droit à l'indépendance. A cette occasion, j'annonce, au nom du GPRA, mandaté par le CNRA, un cessez-le-feu sur tout le territoire national, à partir de lundi 19 mars à 12 H. Au nom du GPRA, j'ordonne à toutes les unités de cesser les opérations militaires et les actions armées sur tout le territoire national ".

Je ne pus contenir ma joie. Je sentais que la forêt qui nous avait abrités pendant la révolution, les arbres qui avaient été nos complices, les rochers qui étaient nos repères, les ravins qui constituaient nos gîtes, tous semblaient entonner le chant de la révolution. Tout ce que je voyais devant moi avait une âme, et partageait notre bonheur. Les martyrs étaient revenus partager avec nous cet instant. Leur image défilait devant moi. Je les voyais tous, heureux de cette liberté acquise. Si M'Hamed Bougara, mon maître, mon chef, Si Mohamed Bounaama, l'aigle qui avait plané sur l'Ouarsenis et toute la Wilaya IV, mes compagnons qui avaient partagé avec moi les moments de douleur et les fabuleux assauts au cri de " Allah Akbar ", mon frère Rabah Bouragaa.

Je ne pus retenir mes larmes. C'était un moment immense. C'était aussi la fin d'une époque, et le début d'une autre. Une nouvelle ère, ouverte à toutes les possibilités, les plus grandioses comme les plus sombres. Je pleurai. C'était la troisième fois que je pleurais, depuis que j'avais rejoint l'ALN.

Cette nuit même, nous avons reçu un groupe de compagnons venus de Tunis. Ils étaient arrivés avant nous au PC de la Wilaya. Il s'agissait de

Azzeddine, Omar Oussedik, le colonel Sadek, Boualem Oussedik, Ali Lounici et Si Cherif. Ils avaient été officiers de la Wilaya IV, et appartenaient à la base de l'Est. J'étais surpris aussi bien par la manière que par la célérité avec laquelle ils arrivaient. Ils étaient rentrés par avion, avec de faux passeports français au premier jour du cessez-le-feu!

Pourquoi venaient-ils si vite, et sur l'ordre de qui ? La joie de la rencontre, le bonheur de la liberté acquise étaient plus forts que les doutes. Mais je ne pus m'empêcher de me poser des questions. Ces hommes affirmaient qu'ils étaient envoyés par le GPRA, sur ordre personnel de son président Benyoucef Benkhedda. Ils devaient nous informer des divergences qui étaient apparues entre le GPRA et l'état-major général, dirigé par le colonel Houari Boumediene. Ils sont cependant restés dans des généralités, se contentant de nous poser des questions pour tenter de savoir notre point de vue, et en faveur de qui la Wilaya IV allait prendre position.

Ils nous montrèrent également un ordre écrit du président Benkhedda confiant au commandant Azzeddine la responsabilité de la région d'Alger, qui devait être de nouveau séparée de la Wilaya IV. Nous avons appliqué l'ordre sans aucune discussion. C'était probablement la première grande erreur que nous avons commise. Ils ont ensuite fait valoir un autre document portant nomination de Mohamed Megueddem, un vieux routier du mouvement nationaliste, comme responsable d'Alger centre. Il était curieux de voir deux ordres de mission émanant tous les deux du président Benkhedda portant nomination de deux personnes différentes à Alger.

Nous ignorions totalement ce qui se passait à l'extérieur. Nous ne savions ni qui avait tort, ni qui avait raison, ni qui soutenir. Totalement isolés de l'extérieur, nous vivions au milieu d'une population pauvre mais résolue, digne dans le malheur, sachant faire face aux épreuves. Nous étions loin du monde des complots, des combines, des coups d'état et des coups bas. Peut-être avons nous une vision idéaliste de la révolution. Après tout, côtoyer des hommes de la pureté de Bougara et de la détermination de Bounaama laisse forcément des traces. Ces deux chefs de Wilaya n'avaient jamais quitté l'Algérie depuis qu'ils avaient rejoint l'ALN.

Ils ne concevaient la lutte que parmi leurs compagnons, face au feu. Ils avaient développé si fort l'esprit de solidarité et de fraternité, aussi bien parmi les moudjahidine qu'avec la population, y compris dans les moments les plus durs, que nous étions enclins à penser que la révolution, c'est d'abord un esprit, une manière d'être, une manière de penser, avant d'être une guerre.

Lutter, combattre, était pour nous un honneur et un bonheur. Se sacrifier était un privilège. Bougara avait interdit à ceux qui avaient eu vent des luttes qui se développaient à l'extérieur d'en parler. C'était un autre monde, que nous avons brutalement découvert à partir du cessez-le-feu du 19 mars 1962.

Anciens compagnons

Nous sommes naturellement restés neutres quand apparurent publiquement les premières divergences. Nous ne savions même pas en quoi consistaient réellement les divergences entre le GPRA et ceux qui soutenaient Houari Boumediene et sa bande. Afin d'y voir plus clair, nous avons alors organisé une confrontation avec Ahmed Bencherif, un des hommes de Boumediene, qui avait en sa possession un ordre de mission portant la signature du chef d'état-major. Il l'a déchiré publiquement, devant nous, en signe de loyauté envers la Wilaya IV! Il fit semblant d'être en colère, et nous annonça qu'il prenait ses distances avec Boumediene et son groupe.

Nous réalisâmes alors que les divergences au sein de la direction avaient désormais leur prolongement parmi nous, au sein de nos propres compagnons. Les informations nous parvenaient, parcellaires, mais le puzzle se reconstituait. Nous pûmes mesurer l'ampleur des conflits qui avaient surgi au congrès de Tripoli, entre des parties préoccupées d'abord par l'impératif de prendre le pouvoir. Le congrès avait donné lieu à un véritable coup d'état. Nous en avons pris acte, mais nous résolûmes de maintenir notre neutralité, pour éviter tout drame supplémentaire.

Le conflit puisait ses racines dans la composante même du CNRA. Celui-ci comprenait les représentants de différents organismes :

- Pour le GPRA : Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Ali Boumendjel, Ferhat Abbas, Hadj Ben Alla, Ahmed Francis, Rabah Bitat, le Colonel Nasser.

- Pour l'état-major général : Houari Boumediene, Kaïd Ahmed, Ali Mendjeli.

- Wilaya I : Tahar Z'biri, Amar Mellah, Smaïl Mahfoudh et Mohamed Salah Yahiaoui.

- Wilaya II : colonel Larbi et colonel Rabah.

- Wilaya III : Mohammedi Saïd, Mohand Oulhadj, et quatre commandants, Tayeb, Hassan, Mohamed et Ali.

- Wilaya IV : Si Hassan, Mohamed Bousmaha, Lakhdhar Bouragaa, Ahmed Bencherif.

- Wilaya V: Colonel Athmane, Abou Bakr, Abdelouahab, commandant Nasser et Abbas.

- Wilaya VI : Mohamed Chaabani, Slimane Slimani, Amar Sakhri, Azzeddine Cherif et Mohamed Rouina.

Une réunion eut lieu à Tunis du 22 au 27 février. Elle approuva l'accord de cessez-le-feu. Mais les membres n'étaient pas tous présents. Les absents avaient délégué leur voix à leurs collègues. La réunion a regroupé:

- Benyoucef Benkhedda, Lakhdhar Ben Tobbal, Abdelhamid Boussof, Saad Dahlab, Krim Belkacem, Mohamed Saïdi et M'Hamed Yazid pour le GPRA.

- Houari Boumediene, Kaïd Ahmed et Amor Mendjeli pour le GPRA.

- Mustapha Benkobbi pour la Wilaya I.

- Si Nasser et Si Athmane pour la Wilaya V.

- Omar Adlani, Rabah Bouaziz, Mohamed Boudaoud, Ali Haroun et Abdelkrim Souissi pour la Fédération de France.

- Ferhat Abbas, Mustapha Benaouda, Mohamed Bensalem, Mohamed Benyahia, Ahmed Boumendjel, Slimane Dehilès, Mohamed Hedjaï, Mohamed Kheireddine, Abdelhamid Mehri, Omar Ousseddik, Mohamed Yazout, M'Hamed Tahali, Hadj Lakhdhar, Ali Kafi et Amar

Ouamrane pour le CNRA.

- Rabah Belloucif, Larbi Benredjam, Salah Boubnider, Tahar Bouderbala, Abdelmadjid Kahlerras, ont délégué le président du GPRA pour les représenter.

- Ahcène Mahiouz, Mohand Ouaali, Mohand Akli, Hadj Tayeb Seddiki, tous délégués de Kabylie, ont mandaté Mohamed Yazourt.

- Tahar Z'Biri a mandaté Lakhdhar Ben Tobbal.

- Benyoucef Benkhedda, Si Hassan, Mohamed Bousmaha, Omar Ramdane ont représenté la Wilaya IV.

- Ahmed Boudjenane, Abdelwahab, Brahim Merai, Boubekeur Kadi ont représenté la Wilaya V.

- Hadj Ben Alla et Ahmed Bencherif ont représenté la Wilaya VI.

- Le commandant Azzeddine, Smaïl, Mahfoudh Mustapha, Amar Mellah, Mohamed Salah Yahiaoui étaient absents. Ahmed Francis, Ahcène Kadri et Mostéfa Lacheraf se sont abstenus de participer.

49 membres du CNRA ont ainsi participé à la réunion du 22 au 27 février à Tripoli. Ils les représentaient les 4/5 des membres du parlement de la révolution, ce qui était suffisant pour atteindre le quorum nécessaire pour tenir ces assises, selon la constitution provisoire adoptée au cours d'une réunion antérieure tenue en décembre 1959 - janvier 1960. La réunion était habilitée à approuver l'accord de cessez-le feu.

Quand les résultats de la réunion nous furent parvenus, la Wilaya IV a délégué Youcef Benkherouf à Rocher Noir, l'ancien nom de Boumerdès, où se trouvait alors l'administration provisoire qui devait gérer le pays entre la date du cessez-le-feu et le référendum d'autodétermination. Benkherouf était chargé de la liaison avec cette institution et avec la direction à l'extérieur. Il prit contact le GPRA et l'état-major général. Il était mandaté pour soutenir la direction extérieure, à condition qu'une position commune soit adoptée. Par contre, s'il constatait des divergences, il ne devait mandater personne pour parler au nom de la Wilaya IV.

Benkherouf n'a pas respecté cet engagement. Il a cédé son mandat à Ahmed Bencherif, qui l'a utilisé à sa guise pour négocier et prendre des engagements au nom de la Wilaya IV. Il a fini par rallier le groupe de

Boumediene. Quand nous avons découvert ce que faisait Bencherif au nom de la Wilaya IV, nous l'avons mis en quarantaine. Mais il a persisté dans sa démarche, alors qu'il pouvait éviter que coule ne le sang de ses anciens compagnons d'armes.

Dans cette confusion, nous avons reçu la visite de Kaïd Ahmed, mandaté par l'état-major général de Boumediene, alors en rupture de ban et officiellement limogé par le GPRA. Kaïd Ahmed nous informé des positions de l'état-major, et a exposé les arguments qui l'avaient poussé à ces choix. Il nous apprit qu'il était chargé de préparer l'entrée de Boumediene à Alger en vue d'y prendre le pouvoir.

Kaïd Ahmed était un homme franc, sincère, courageux, exprimant clairement ses points de vue. Il était énergique, savait ce qu'il voulait. Il nous le dit clairement, à l'inverse de Bencherif, qui a longtemps caché son jeu.

Il nous a demandé de soutenir le groupe de Boumediene. Nous avons refusé cette proposition. Notre réponse a été aussi claire que tranchée :

- Vous avez peut-être suffisamment d'arguments pour refuser les membres du GPRA, car vous vous connaissez entre vous. Mais nous, à l'intérieur, nous sommes loin du conflit. Nous ignorons tout des parties en conflit. Nous n'avons aucune raison de vous soutenir, ou de soutenir le GPRA contre vous. Nous ne voulons pas utiliser nos armes contre vous ou contre eux, après les avoir utilisées contre l'ennemi. Si nous devons faire quelque chose, c'est éviter une nouvelle hémorragie, épargner au pays la catastrophe qui se dessine, et travailler à unir les rangs pour bâtir cette Algérie que l'ennemi a détruite. Si nous ne réussissons pas dans cette démarche, nous observerons une position de neutralité jusqu'à ce que les positions évoluent. Mais si la situation continue de se dégrader, nous ne resterons pas les bras croisés. Nous ne permettrons pas à ceux qui jouent avec le destin de ce peuple martyr de poursuivre leurs menées destructrices. Et s'il fallait absolument un procès, vous êtes tous concernés, car vous êtes responsables de la division des rangs de la révolution et de la poursuite du drame dont le prix est versé par l'ALN et, à travers elle, le peuple algérien ". C'était là le sens de notre message.

Kaïd Ahmed se rendit alors en Wilaya II, où il fut arrêté aussitôt après son arrivée. De négociateur, il devint prisonnier. Une nouvelle fois, nous étions contraints d'intervenir comme médiateurs. Nos efforts furent couronnés de succès. Salah Boubnider répondit à notre requête, et accepta de le libérer.

Conciliation

La tension entre les deux parties en conflit continuait cependant de monter. Un climat de peur s'était installé, pendant que d'intenses efforts étaient déployés pour trouver un terrain d'entente. Nous avons appelé à une réunion qui a regroupé les Wilayas II, III, IV, la zone d'Alger et la Fédération de France. La rencontre eut lieu à Zemmoura, en Wilaya III, le 26 août 1962. Les autres Wilayas ne purent se faire représenter, mais elles donnèrent leur accord en faveur des décisions qui seraient prises.

Le document adopté à l'issue de la réunion exprimait l'inquiétude des participants : " Nous ne comprenons ni les raisons de la démission d'Ahmed Khider, ni les raisons qui ont poussé Ahmed Ben Bella à se rendre au Caire. Toutes ces divisions risquent de nous mener à la guerre civile (...) Nous demandons donc au GPRA de ne pas précipiter son entrée à Alger tant que persistent les déchirements actuels. Ceci ne signifie pas qu'on leur interdise de rentrer à Alger, mais nous souhaitons protéger le pays contre toute crise susceptible de porter les divisions actuelles dans les rangs du peuple. Nous appelons l'ensemble des dirigeants à l'extérieur à unifier leurs rangs. Dès lors, les portes de l'Algérie seront ouvertes à tous".

A l'issue de cette rencontre, nous avons délégué Si Hassan, Mohamed Oulhadj et Saïd Hermouche pour rencontrer Ben Bella au Maroc, et lui remettre la déclaration adoptée. Il lui était demandé de mettre fin à ses navettes entre le Maroc et l'Egypte, de rentrer en Algérie avec ses compagnons, unis, pour discuter, et consulter le peuple.

La mission fut échec. Ben Bella rejeta leur appel. Il se rendit à Tlemcen, où il rencontra Khider. Une alliance antipopulaire se dessinait. Les émissaires continuaient leur navette entre Tlemcen et Tizi-Ouzou, pour tenter de calmer le jeu et éviter de nouveaux affrontements. Une

guerre de communiqués s'était déclenchée entre-temps. Le plus curieux de ces documents est probablement celui qui annonçait la formation d'un bureau politique.

Le groupe de Tizi-Ouzou tentait de contrer celui de Tlemcen, qui travaillait méthodiquement pour renforcer ses positions, tout en multipliant les provocations. Il plaçait ses pions, partout, poussait son avantage sur le terrain, tout en faisant traîner les négociations en longueur pour gagner du temps. Il discutait formellement, mais sur le terrain, il imposait la force brutale comme seul argument. Organisé autour de Boumediene, il regroupait des officiers de l'armée des frontières, et préparait Ben Bella pour le mettre au pouvoir, car Boumediene n'avait pas encore la stature de chef d'état. Ce groupe avait armé des milices à Alger, sous la direction de Yacef Saadi, en exploitant sa simplicité d'esprit, sa crédulité et son orgueil.

Nous étions alors dans une situation particulièrement délicate. La moindre étincelle pouvait provoquer une explosion. Et une fois encore, nous nous trouvions au centre de l'engrenage. Une lourde responsabilité nous incombait. De notre position dépendrait, peut-être, la possibilité d'éviter au pays une guerre fratricide.

Il nous fallait agir pour mettre fin à cette situation explosive, contraire à l'esprit de la Révolution. Nous avons décidé de permettre au bureau politique de rentrer à Alger, à la suite d'un accord de principe, conclu le 25 septembre 1962. Cet accord préconisait la préparation de l'élection d'un bureau politique provisoire, et l'élection d'une nouvelle assemblée nationale, qui aurait toutes les prérogatives pour choisir parmi ses membres ceux qui devaient faire partie du bureau politique de manière permanente. Les autres structures administratives devaient être maintenues.

La première réunion eut lieu à El-Asnam (Chlef). Elle a duré deux jours. Des représentants de toutes les Wilayas y ont participé. Ce fut une épreuve pénible. La tension était permanente. Une sourde inquiétude concernant l'avenir du pays planait sur les travaux. La souveraineté, acquise au prix d'un sang à peine séché, se trouvait aussitôt menacée.

La rencontre a tout de même abouti à un accord de principe pour mettre un terme au climat de tension, et réunir d'urgence le Conseil National

de la Révolution Algérienne. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, un bureau politique serait créé. Il serait composé des commandants des six Wilayas, auxquels s'ajouteraient des représentants de la Fédération de France, deux membres représentant les bases des frontières Est et Ouest. Ceci portera le nombre des membres de ce bureau à dix.

Cet accord adopté par consensus, une délégation s'est déplacée à Tlemcen pour négocier avec ceux que nous considérons comme rebelles. Il fallait leur soumettre le texte, et les mettre devant leur responsabilité. Mais aussitôt arrivés à Tlemcen, la délégation fut surprise d'y trouver les signes d'une mobilisation anormale. Un important mouvement de troupes agitait la ville. Des véhicules militaires sillonnaient les rues; des soldats armés patrouillaient dans les quartiers et jusque dans les ruelles; une surveillance stricte était assurée autour du siège du commandement des troupes de Boumediene.

Une première rencontre fut organisée. La délégation a exposé notre position, et mis en garde contre les risques graves qui planaient sur le pays. Mais les représentants du groupe de Tlemcen ne lui ont même pas laissé le temps d'aller au bout de son argumentation. Faisant preuve du même entêtement qui a toujours marqué leur démarche, ils ont affirmé qu'ils ne reconnaissent pas la réunion d'EI-Asnam, et qu'ils étaient décidés à utiliser la force contre quiconque tenterait de leur barrer la route d'Alger.

Reniements

La délégation revenait à la charge, espérant toujours convaincre, en mettant l'avenir du pays au dessus de tout. Mais pendant que les représentants de la Wilaya IV s'accrochaient à une vision unitaire de la révolution, le groupe de Tlemcen s'activait dans les coulisses. Ses représentants approchaient les membres de la délégation de manière individuelle, promettant postes et privilèges. Les discussions avaient changé de terrain. Le dialogue direct, public, transparent, avait cédé la place aux négociations de coulisse.

Les représentants des Wilayas I, II et VI finirent par rallier la position du groupe de Tlemcen. Les masques étaient tombés. Les délégués de la

Wilaya IV se retrouvaient seuls, face au complot. Il n'y avait plus rien à faire. Un à un, les compagnons des autres Wilayas, qui avaient pourtant affirmé leur attachement à la paix et participé à l'élaboration de l'accord d'El-Asnam, se ralliaient à Boumediène.

Avant de quitter Tlemcen, notre délégation a fait une déclaration publique. " Nous aurions voulu rester tels que vous nous aviez toujours connus, en position d'arbitre et non en position de belligérant. Nous vous avons laissé le temps nécessaire pour prouver vos bonnes intentions devant les populations qui ont assez souffert du drame de la guerre, qui refusent catégoriquement de voir couler le sang des frères. Mais puisque vous avez fermé la porte du dialogue, nous vous disons pour la dernière fois que la capitale n'est ni votre propriété, ni celle du groupe de Tizi-Ouzou. C'est la capitale de tous. C'est le cœur de la nation. Puisque vous refusez l'unification des rangs, et choisissez de prendre le pouvoir par la force, nous allons dire ouvertement aux masses la vérité sur tous les conflits et déchirements. Nous leur laissons le soin de décider de l'attitude à adopter. Nous avons dit ce que nous avons à dire. Dieu en est témoin ".

Ils nous écoutaient, mais restaient insensibles à nos arguments. La soif de pouvoir les aveuglait. Ils rejetaient la voix de la raison, et mettaient de côté le sens du devoir national. Ils ne voyaient que leurs intérêts, guidés par l'attrait d'un pouvoir qu'ils voulaient conquérir, selon une stratégie mise au point depuis longtemps, lorsqu'ils se terraient hors des frontières, constituant une armée pendant que les Wilayas s'affaiblissaient.

La délégation avait d'ailleurs à peine quitté Tlemcen, pour revenir en Wilaya IV, qu'une nouvelle réunion eut lieu dans cette ville, pour annoncer la constitution d'un bureau politique. Le procès-verbal a été rédigé à la lumière d'une bougie, à la suite d'une panne d'électricité !

Le groupe de Tlemcen était dès lors prêt à tout. Ses dirigeants donnèrent l'ordre aux unités qui les soutenaient, aux frontières et dans toutes les Wilayas, de marcher sur la capitale. Le coup de force était engagé, sans tenir compte des conséquences possibles. C'était la course au pouvoir et à l'aventure.

Les unités chargées de prendre Alger comprenaient :

1. Les forces de la Wilaya II, dirigées par les commandants Larbi et Rabah Belloucif ;
2. Les forces de la Wilaya I, sous la direction de Tahar Z'Biri ;
3. Les forces de la Wilaya VI, sous le commandement du colonel Chaabani ;
4. Les forces de la Wilaya V, sous le commandement du colonel Athmane ;

Les premières troupes partirent de Tlemcen. Puis ce fut la curée. De toutes parts, mouvement de troupes, véhicules militaires bondés, bruits de bottes. Tous convergeaient vers Alger.

Au sein de la Wilaya IV, nous étions dans une position délicate. Fallait-il laisser faire, et se dérober à son devoir historique, ou s'opposer et prendre le risque de livrer une bataille où le frère tuerait son propre frère, et le fils son propre père? Nous avons été contraints à une solution douloureuse. Nous avons pris les armes pour défendre la légitimité révolutionnaire contre une direction partie à l'aventure, ignorant toutes les préoccupations du moment, si ce n'est la prise du pouvoir, à n'importe quel prix.

A Alger, d'importantes quantités d'armes arrivaient discrètement par la mer. Elles étaient transportées par des embarcations de pêche, au vu et au su des forces françaises. Des éléments de l'administration provisoire du Rocher Noir ont pris part à l'opération, avec l'aval de l'armée française. Elles étaient distribuées aux unités de Yacef Saadi, chargées éventuellement de nous prendre à revers.

A cette époque, le port d'Alger était pris d'assaut par les colons, les pieds noirs et les harkis, qui se bouscuaient, par milliers, pour fuir l'Algérie. Nous leur avons réservé une aire de 1500 m², pour faciliter les opérations départ. Des hommes de la Wilaya IV surveillaient discrètement ce qui se passait au port.

Nos soupçons étaient légitimes. L'aire réservée à ceux qui partaient était considérée par l'ennemi comme zone libre. Elle était placée sous la supervision de Chiaffino. Elle a été par la suite élargie, pour atteindre 4500 m². Les hommes chargés de la surveillance du port nous ont averti

que des bateaux de pêche déchargeaient des caisses d'armes, remises aussitôt aux groupes de la capitale. L'opération de déchargement se faisait en parallèle à une opération de chargement d'autres caisses à destination de la France. Nous ignorions ce qu'elles contenaient.

Aussitôt que nous avons pu vérifier ces informations, et que nous avons eu la certitude que la partie française était impliquée dans cette opération, nous avons donné l'ordre d'arrêter tout chargement. Nous avons procédé à la vérification du contenu des caisses quittant l'Algérie. L'une d'elles contenait des documents secrets, ainsi que des cartes indiquant la localisation des puits et des ressources en eau à travers tout le territoire national. D'autres cartes indiquaient le tracé des canalisations de distribution souterraine dans les grandes villes. Nous avons également découvert sur des documents secrets que 400 fonctionnaires français du ministère des finances avaient quitté définitivement l'Algérie sans que leur paie ne soit suspendue. Pour sa part, Peugeot France avait quitté l'Algérie sans verser à ses ouvriers leurs salaires, évalués à 75 millions de centimes.

La situation suscitait la perplexité. Qui était complice de qui dans ces opérations ? Pourquoi l'armée française fermait les yeux sur les armes qui arrivaient, si elle n'aidait à organiser, leur débarquement, et pourquoi l'administration provisoire laissait évacuer le patrimoine du pays ? Nous avons donné les ordres nécessaires pour arrêter ces opérations de contrebande. Nous avons saisi ce qui nous est tombé sous la main, dont des voitures de type 403 en cours d'exportation illégale, et de nombreuses autres marchandises. Nous avons également mis fin à la contrebande d'armes destinées aux complices de Yacef Saadi. Dès lors, les hommes de la Wilaya IV ont pris en charge le contrôle du port.

La riposte nous a surpris, non par sa nature, mais par les alliances auxquelles elle a donné lieu. La partie française en a fait une " affaire ", profitant de la tension qui régnait entre les Wilayas. Elle a, malheureusement, été appuyée par l'administration provisoire qui siégeait à Boumerdès. Ensuite, tout le monde s'est mis d'accord pour combattre la Wilaya IV, prétendant qu'elle était la seule à gêner l'application des accords d'Evian !

Les forces françaises ont lancé une série d'initiatives destinées à entraver notre action. Elles nous empêchaient de recevoir des couvertures, des

médicaments et des provisions. Elles en ont fait de même avec les autres Wilayas. Elles ont également organisé des patrouilles mobiles, pour surveiller les grands axes routiers. Elles fouillaient les véhicules, sous prétexte d'empêcher la circulation des armes, des équipements de guerre et des explosifs. En fait, elles faisaient le jeu de l'armée des frontières qui avançait sur Alger, entravant notre action pour permettre à Boumediene de gagner du terrain.

La confusion régnait. Un désordre inquiétant s'installait dans le pays. L'armée des frontières progressait par étapes, renforçant ses positions. Au sud, ses unités étaient aux portes de Aïn-Ouessara. A l'est, elles avaient atteint les confins de Sidi Aïssa, et avaient bloqué les accès d'EI-Asnam, à l'ouest. Dans la capitale, les éléments de Yacef Saadi s'entraînaient et s'organisaient. Le piège se refermait inexorablement.

La dérive

Progressivement, ce qui pouvait donner lieu à un débat politique s'est transformé en un affrontement sanglant entre anciens compagnons. Toutes les voix appelant à la raison se sont tues, ou ont été contraintes au silence, laissant aux armes seules le soin de trancher les conflits. Le feu s'est abattu sur les villes, villages et les douars de la Wilaya IV. Ces canons et ces mitraillettes, longtemps en attente derrière les frontières, n'ayant jamais servi dans les batailles meurtrières que nous menions, poitrine découverte, contre l'ennemi, étaient désormais dirigées contre nous.

Je me souviens de ce jour où les premières unités de l'armée de Boumediene ont atteint les limites de Aïn-Ouessara. Je me trouvais dans l'une des bases de notre état-major, près de Médéa. J'ai reçu une communication téléphonique de Ahmed Bencherif, qui se trouvait à Aïn-Ouessara. Il insistait pour me voir personnellement, en tête-à-tête. J'étais surpris d'apprendre qu'il se trouvait sur place. Je pensais qu'il était à Blida, avec le commandement des troupes chargées d'envahir Alger.

Fallait-il aller à sa rencontre ? Je me rappelai une scène antérieure. Celle où Bencherif avait déchiré le laissez-passer signé par Houari Boumediene. C'était une position apparemment courageuse, digne. Il avait voulu prouver sa loyauté envers la Wilaya IV. Mais d'autres scènes



Houari Boumediene, entre Ferhat Abbas et Krim Belkacem



Youcef Ferguè, tué à Sour El-Ghozlane par l'armée des frontières

me revenaient en mémoire. Elles trahissaient des attitudes totalement différentes. J'étais enclin à penser que son insistance pour me voir devait cacher un piège. Je devais donc refuser cette rencontre. Mais la situation du moment, avec les menaces qui pesaient sur le pays m'imposaient d'accepter la rencontre, de prendre le risque. Je ne pouvais me dérober à une opportunité, aussi minime soit-elle, pour d'éviter l'affrontement.

Je devais évidemment prendre mes précautions. J'ai chargé un moudjahid, habillé en civil pour la circonstance, de contrôler les mouvements des hommes de Boumediene à Blida, lieu du rendez-vous. Il devait signaler tout mouvement suspect dans la ville, et rester en contact avec l'état-major de la Wilaya IV, au cas où je serais kidnappé pendant mes déplacements.

Je suis allé au rendez-vous à bord d'une Peugeot 403 noire, accompagné de l'un des mes adjoints. La rencontre était fixée à 10 heures, au siège de la mairie de Blida. J'y suis arrivé à l'avance, volontairement. Bencherif m'attendait sur le pas de la porte de la mairie. Il m'a accueilli, et accompagné à l'intérieur. Je me suis retrouvé dans une grande salle de réunion, où j'ai été accueilli par un jeune homme de petite taille, débordant d'enthousiasme. Il m'a serré la main. C'était Mohamed Chaabani, chef de la Wilaya VI. J'avais souvent vu sa photo dans les journaux. Il était secondé de Slimani Slimane. Bencherif m'a présenté le groupe, et me présenta à mon tour, citant mon nom, mon grade et ma fonction.

Près de l'estrade, se tenait un homme maigre, au visage osseux. Silencieux. Il avait des yeux brillants, un visage pâle, et une large bouche, partiellement masquée par une épaisse moustache. Ses mains s'agitaient, en des gestes rapides. Il tenait une tasse de café d'une main, et de l'autre, une cigarette, dont la fumée voilait le haut de son visage. Il avait attiré mon attention, par son silence mystérieux, son allure particulière, et ses gestes bizarres. Mais je l'ai rapidement oublié, dans le brouhaha qui nous parvenait de l'extérieur et l'agitation qui régnait dans la ville. La nécessité d'agir rapidement pour éviter une guerre civile ne permettaient guère de s'attarder à des détails.

Ahmed Bencherif a été le premier à prendre la parole. Il était mal à l'aise. Il ne pouvait fixer son regard à un endroit précis, ou sur quelqu'un.

- Nous t'avons choisi pour négocier avec toi. Nous ne voulons pas négocier avec les autres, dit-il. Ta présence ici est importante.

Il entamait bien son discours. Une flatterie, et une invitation à trahir ses compagnons. Il fit une pause, et reprit :

- Je dois reconnaître que tu es le meilleur au sein du conseil de Wilaya. Tu l'as prouvé par ton dévouement, ton sérieux et ton travail. Tes collègues ne sont pas réalistes, ajouta-t-il.

Après cette courte introduction, il est allé droit au but :

- Nous t'avons invité à cette réunion pour avoir ton accord. Nous voulons entrer dans la capitale à condition que personne ne se mette de travers sur notre chemin.

Un long silence a suivi ses propos. Tout était dit. Ils m'invitaient à me rallier, ou à les laisser faire, en abandonnant mes idéaux, mes compagnons et tout ce pour quoi je me suis battu. Ils me demandaient d'accepter le fait accompli, les divisions, les déchirements, et offraient comme seule alternative l'affrontement. L'offre était claire. La menace aussi.

- Comment voulez-vous entrer dans la capitale alors que vous y êtes déjà ? demandai-je. J'ajoutai, à l'adresse de Bencherif :

- Il me semblait que vous m'avez téléphoné d'Alger. Pouvez-vous me dire qui vous a empêché d'y entrer ? Et puis, au profit de qui travailles-tu ?

Il répondit, sur ton excité :

- Je te parle au nom du groupe (el-djemaa).

- De quel groupe veux-tu parler ?

- Au nom des membres du bureau politique qui m'ont délégué, et au nom du commandant en chef de l'Armée Nationale Populaire, le colonel Houari Boumediene qui a donné ordre d'entrer à Alger.

Je fis un signe de la main pour l'inviter à se taire.

- Tu dis qu'un Bureau politique t'a délégué. Peux-tu m'expliquer lequel des deux, le bureau politique de Tlemcen ou celui de Tizi-Ouzou ?

Je précisai que j'étais un militant de la cause nationale. J'étais neutre dans cette crise. Je n'avais de liens ni avec un groupe ni avec l'autre. Je n'étais tenu par aucun engagement.

- Alger appartient à tous les Algériens, repris-je. Y entrer ne doit pas passer par les voies de l'escroquerie et de la trahison. Cela ne doit pas se faire en brandissant les armes devant ses frères et ses compagnons. Quant aux ordres du commandant en chef de l'armée qui exige d'entrer dans la capitale, je vais te rappeler quelques faits très simples. Mon chef n'a jamais eu le plaisir de dormir en pyjama. Il n'a jamais pris un petit déjeuner, avec café au lait et croissants. Mon chef ne trouvait à manger qu'un morceau de galette sèche. Il passait des jours et des nuits, le ventre creux. Il dormait avec nous dans la nature durant toute la Révolution. Quand au nommé Boumediene, ton commandant en chef, je regrette de te dire que je refuse de le reconnaître en tant que chef, notamment dans la tourmente actuelle. Mon véritable chef, c'est le président du conseil de notre Wilaya qui m'attend. Je te répète pour la dernière fois que l'accès de la capitale est permis à tous les Algériens, et personne n'a le droit d'empêcher quiconque de se rendre dans la capitale de son pays. Mais il n'est pas question d'y accéder de cette manière provocatrice et humiliante. C'est une démarche qui doit être absolument bannie, et à jamais.

Un silence de mort a suivi mon intervention. Ils étaient visiblement surpris par mes propos. Ils ont compris que ce qu'ils avaient entendu de notre Wilaya était très loin de la réalité. A ce moment, l'homme maigre, qui s'était enfermé dans un mutisme complet, s'est éclairci la gorge, et émis un simple murmure. Je n'ai pas compris ce qu'il disait. Je ne savais pas encore que c'était le colonel Houari Boumediene.

Finalement, c'est le colonel Chaabani qui est intervenu. Parlant d'une voix très calme, il a offert une issue à la discussion, qui arrivait à une impasse:

- Il y a des soldats qui voudraient rencontrer leurs proches. Les empêcheriez-vous de le faire? demanda-t-il. Et puis, jusqu'à quand allons-nous rester à la porte d'Alger, sans y entrer, à griller au soleil, alors que nos approvisionnements deviennent de plus en plus difficiles ?

- S'il ne s'agit que de vos besoins logistiques, nous pourrions les prendre en charge, dans la limite de nos possibilités. Mais je dois auparavant demander l'avis de mes supérieurs. Quand à votre entrée dans la capitale, elle vous reste interdite si vous maintenez votre démarche. Ce que je peux

vous promettre, c'est une rencontre très proche, pour vous rendre compte de ce que le conseil de la Wilaya aura décidé.

J'étais convaincu que mon message était bien reçu, qu'un accord entre nous était possible, et que nous allions rentrer ensemble à Alger. J'attendais ce grand moment qui nous verrait défiler ensemble, unis, dans les rues de la capitale.

Après la rencontre, je suis retourné à notre base en Wilaya IV. En cours de route, j'ai rencontré des dirigeants de la Wilaya IV, ainsi que le chef de zone, chargé de me seconder jusqu'à la fin de ma mission. Il était impatient, inquiet. Je le rassurai.

Je donnai les ordres nécessaires pour approvisionner les unités stationnées près de Aïn-Ouessara. Eau, boissons gazeuses, produits alimentaires furent rapidement acheminés. Ce convoi alimentaire devait être accompagné d'une patrouille sans armes. Sa mission se limiterait à la distribution des provisions aux forces stationnées près de Aïn-Ouessara, en respectant les règles de l'hospitalité. Ils étaient chez nous. Nous devons les traiter comme des invités de marque.

J'ai été surpris de voir nos soldats se précipiter pour cette mission. Chacun espérait rencontrer là-bas un frère, un ami ou un parent. Des civils ont également participé à cette entreprise, mettant à notre disposition leurs véhicules et leurs modestes moyens. J'étais heureux de voir le convoi partir. J'étais rassuré et ému par ce sentiment de fraternité qui dominait au sein des troupes.

Je repartis vers le siège provisoire de notre état-major, au Télémly, où se trouvaient le colonel Si Hassan et ses compagnons. Je les informai des échanges qui avaient eu lieu lors de la rencontre de Blida. Mais j'avais à peine terminé mon compte rendu que la radio a commencé à diffuser des nouvelles particulièrement graves. Elle annonçait que l'invasion de la capitale par les forces de Boumediene avait repris. Ses troupes se sont déplacées de Aïn-Ouessara vers Ksar El-Boukhari, utilisant la force. Leur commandement devait publier un communiqué le lendemain de leur arrivée à Ksar El-Boukhari, pour donner des détails de leur marche sur Alger. Ces troupes s'étaient données un premier rendez-vous à Médéa.

J'étais effondré. Mes compagnons me regardaient avec suspicion, tant ce que j'avais dit était contradictoire avec les informations qui nous par-

venaient. Seule la pudeur les a empêchés de douter de ma bonne foi. Les évènements se sont ensuite précipités, confirmant mes propos.

LE CLAN D'OUJDA

Hourï Boumediene

Fin juillet 1962, des moudjahidine de la Wilaya IV avaient capturé le colonel Ahmed Bencherif et Mustapha Fettaf. Ils les avaient longuement surveillé, contrôlant de près leurs mouvements depuis leur sortie de prison. Ils avaient acquis la conviction que les deux hommes travaillaient pour Boumediene, en liaison avec le groupe d'Alger dirigé par Yacéf Saadi, chargé de préparer le terrain pour faciliter la prise d'Alger.

Une fois la complicité de Bencherif et de son compagnon confirmée, ordre a été donné de les arrêter. Ils ont été aussitôt transférés vers la région de Bougara, dans une ferme abandonnée. Ligotés, étroitement surveillés, ils n'étaient plus dangereux. C'est dans cet état que je les trouvai, alors que je revenais d'une mission. La scène était pénible. Bencherif laissait apparaître des signes de fatigue. Mais il était surtout humilié. Lui, le colonel, le baroudeur, n'admettait pas de se retrouver dans une situation aussi pénible.

Je n'ai pu, de mon côté, supporter voir un officier de l'ALN ainsi traité. J'ai immédiatement ordonné au chef de la zone 1, Youcef, et à ses deux adjoints, Abdennour Bensmail et Tayeb Akouche, de détacher les deux hommes, et de rassembler une section pour présenter les honneurs militaires au colonel Bencherif. Je m'isolai ensuite avec le chef de zone, pour lui exprimer ma ferme désapprobation envers la manière dont il avait traité les deux hommes.

- Ce sont des actes qui risquent de choquer les hommes et de les démoraliser, insistait-je. Je lui rappelai que dans le cadre de sa mission, il devait se contenter d'arrêter et de transférer au commandement les hommes qu'il pourrait soupçonner d'être une menace pour le pays. Il n'avait le droit ni de les humilier ni de les maltraiter.

Si Youcef s'est obstiné. Il me rappela les accusations portées contre Bencherif, tous les reniements dont cet homme était devenu expert. Mais je restais inflexible. Je répétais fermement mes ordres.

- A vos ordres, dit-il finalement. Il se retourna, fit quelques pas, puis revint vers moi :

- Cet homme saisira la première occasion pour t'égorger, toi en premier, me dit-il. Puis il partit pour exécuter les ordres. Il réunit un groupe de djounoud, devant lesquels Bencherif prononça un discours de circonstance, pour remonter le moral des troupes et se remonter le moral. Sans Besmala (la formule " Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux, qui précède tout acte chez un musulman), il leva les deux mains au Ciel et fondit en larmes :

- Vous voyez ces deux mains, qui sont restées ligotées pendant dix heures ? Je les ai brandies à Tripoli pour louer vos sacrifices et votre héroïsme au sein de cette Wilaya martyre ! dit-il.

Le discours était aussi beau que flatteur. En fait, par ces belles paroles, Bencherif voulait faire oublier sa complicité avec ceux qui voulaient passer sur le corps des moudjahidine de la Wilaya IV pour prendre le pouvoir.

Après cet incident, j'ai demandé à Bencherif de quitter la Wilaya IV sur le champ, afin de préserver sa dignité. Il se retira pour rejoindre l'équipe de Boumediene et devenir l'un des piliers du coup d'état.

La lutte pour le pouvoir

- Dans la vie de tout homme, il y a des moments d'intense bonheur et d'autres d'une tristesse infinie. Des événements heureux côtoient d'autres, particulièrement douloureux. Ils marquent profondément la mémoire, laissant leur empreinte qui, consciemment ou non, exercent une forte influence sur le comportement et oriente le sens de notre vie. Dans mon parcours personnel, il y a des moments que je ne peux oublier. Les plus marquants sont incontestablement le jour où j'ai rejoint l'ALN, celui où j'ai appris la mort de mon chef de Wilaya Si M'hamed Bougara, celui jour où j'ai entendu l'annonce du cessez-le-feu, la guerre entre Wilayas durant

l'été 1962, et les années de prison et de torture après l'indépendance.

La crise de l'été 1962 fut un de ces moments tristes, douloureux, où on voit un rêve s'écrouler, sans pouvoir redresser la situation. Au moment où on pense atteindre un objectif pour lequel tant d'hommes ont combattu, on se retrouve, les armes à la main, face à un frère, un ami, un compagnon. Le pays était à genoux, détruit par la colonisation et la guerre, et Alger, enjeu de la prise du pouvoir, vivait dans une vive tension, sur fond de misère sociale et de pauvreté. Les séquelles de la guerre imposée par l'armée française étaient visibles partout à travers la capitale. Les actes de destruction commis par l'OAS témoignaient d'une barbarie rarement égalée.

Alger était l'objet de toutes les convoitises. Elle avait été rattachée à la Wilaya IV deux années plus tôt, pour être incluse dans la zone 6 qui englobait également le Sahel et la Mitidja. La décision était dictée par la nécessité de reprendre en mains la capitale, où aucune activité politique significative n'avait été signalée depuis la dramatique bataille d'Alger. Les efforts de la Wilaya IV ont notamment abouti aux manifestations de décembre 1960.

Mais à l'indépendance, notre inquiétude était de voir la ville plonger dans un nouveau bain de sang. Car la guerre fratricide devait fatalement se dénouer avec la prise de la capitale, avec son statut de capitale, de principale ville du pays, abritant le plus grand port et aéroport, le trésor public, les banques, le siège de la radio et de la télévision, et toutes les institutions de première importance. Pour les belligérants, maîtriser la capitale dans le chaos qui régnait alors signifiait qu'ils s'assuraient le pouvoir, le contrôle de l'opinion publique et la domination de tout le peuple. Opportunistes, taupes, traîtres, putschistes, enragés du pouvoir, simples affairistes suivant leur intérêt personnel, tous se sont alors ligüés pour se ruier sur nous.

Nous avons donné l'ordre à nos unités de prendre position aux points sensibles de la capitale. Nous avons choisi pour cela nos meilleurs éléments, les plus disciplinés et les mieux encadrés. Ceci a quelque peu redonné confiance aux civils, et les a rassurés quant à la neutralité de la capitale. La sécurité assurée par les moudjahidines de la Wilaya IV, restés neutres dans cette course au pouvoir, chargés ensuite de monter la garde

aux centres névralgiques de la ville et de veiller à leur sécurité, a permis d'instaurer un nouveau climat. Même si nous n'étions pas encore au bout de nos épreuves.

Il était convenu que des unités militaires en provenance des différentes Wilayas se retrouvent à Sidi-Fredj la veille du 5 juillet 1962, pour lever les couleurs nationales, à l'endroit même où les forces françaises avaient débarqué pour la conquête de l'Algérie le 5 juillet 1830. L'entrée de ces mêmes unités dans la capitale elle-même devait avoir lieu le lendemain.

Mais nous avons été surpris de voir que les accords d'Evian portaient des restrictions qui rendaient difficiles de tels défilés. Au terme de ces accords, les Français s'arrogeaient le droit de conserver la maîtrise de quelques centres stratégiques au parlement, à la justice, ainsi que des cantonnements et des bases militaires. Les Européens devaient, en outre, rester encore en Algérie pendant 15 ans.

Nous avons rejeté ces clauses. Nous avons procédé à une analyse de certains articles qui nous semblaient contraires à nos aspirations légitimes pour une jouissance pleine de notre souveraineté. Ces restrictions nous apparaissaient inacceptables. Nous avons alors déchiré le texte de l'accord, en trois parties. La première a été envoyée à Abderrahmane Farès, responsable de l'administration provisoire, installée à Rocher Noir. Au dos de l'enveloppe, nous avons écrit la mention suivante: "Abderrahmane Farès = Bao Dai ", l'homme qui avait vendu le Vietnam. La deuxième partie a été envoyée au Général De Gaulle. Nous avons conservé la troisième partie. Nous voulions ainsi exprimer notre refus envers le colonisateur, l'équipe de Rocher Noir et tous ceux qui évoluaient dans leur orbite. Cette prise de position n'a pas plu à l'équipe de Rocher Noir, soutenue alors par les forces françaises et par le groupe de Tlemcen.

La veille du 5 juillet, j'ai personnellement donné l'ordre à nos unités qui avaient pris position à Alger de fêter l'événement : c'était le recouvrement de notre souveraineté nationale, dont nous avons été privés pendant un siècle demi. Nous avons payé le prix fort, avec des millions de Martyrs, pour la retrouver. Le peuple avait enfin le droit d'exprimer librement sa joie, sans restrictions. Tirs de rafales en l'air, chants, youyous ont créé une atmosphère d'allégresse dans la capitale. Ce fut la nuit de " Tahia El-Djazaïr " et Allah Akbar.

Le lendemain, nous avons célébré le recouvrement de notre souveraineté sur les lieux même où elle a été confisquée, 132 ans plus tôt. Nous avons hissé les couleurs nationales à l'aube du 5 juillet 1962 à Sidi-Fredj, là où les premières troupes françaises avaient débarqué en 1830. Puis, sous le regard des parachutistes français, le doyen des moudjahiddine présents, le colonel Mohand Oulhadj, chef de la Wilaya III, a prononcé la fatiha de l'indépendance. Il fit un discours spontané, émouvant, dans lequel il a remercié Allah de la victoire acquise, et rendu hommage aux sacrifices des chouhada et au dévouement du peuple.

Les colons étaient, de leur côté, pris de panique. Ils quittaient leurs domiciles en emportant ce qu'ils pouvaient emporter. Ils se dirigeaient, par colonnes entières, vers l'aéroport et le port, sous la protection de l'armée française. Ma joie n'avait pas de limite de voir partir, par milliers, ces colons qui nous avaient privés de liberté, écrasé notre dignité et notre honneur, pris nos biens et tué les nôtres pendant plus d'un siècle.

C'était un moment grandiose, qui tranchait avec les intrigues du groupe du Rocher Noir et les manœuvres des putschistes qui se préparaient à la prise d'Alger. Le premier, tranquillement installé à Boumerdès, défiait le sentiment populaire en maintenant le statu quo, ni paix ni guerre, pendant que le second poursuivait son avancée pour faire la jonction avec les éléments de Yacef Saadi déjà présents à Alger. Ce dernier voulait engager une épreuve de force avec les éléments de la Wilaya IV, pour les expulser de la capitale, pendant que les troupes de Boumediene, venant du sud et de l'ouest, prenaient les unités de la Wilaya IV à revers.

Après Ksar EI-Boukhari, les troupes de Boumediene, remontant vers le nord, ont occupé Médéa. Elles ont arrêté et emprisonné les soldats que j'ai chargés de les approvisionner ! Ils leur ont confisqué leurs véhicules.

Nous faisons face à une situation douloureuse. La guerre des communiqués battait son plein. Face à des unités prêtes à tout pour prendre le pouvoir, nous avons retiré nos troupes stationnées dans certains centres importants de la capitale afin d'éviter une nouvelle effusion de sang. Mais les assaillants n'ont même pas respecté le pacte que j'avais conclu avec eux. Ils sont entrés avec leurs troupes et leur matériel à Alger, transformée alors en une ville ouverte à toutes les aventures.

La course

Dans cette tourmente, Mohamed Boudiaf est venu de M'Sila pour nous voir à Berrouaghia. Il était accompagné du colonel Sadek Dehilès. Nous avons accepté de le rencontrer parce qu'il jouissait d'un grand prestige. Il a rencontré les membres du conseil de Wilaya : le colonel Si Hassan, le Dr Hermouche et Mohamed Bousmaha. Après de longues négociations, Boudiaf proposa de constituer un front unique avec le groupe de Tizi-Ouzou, pour faire face au groupe de Tlemcen dirigé par Ahmed Ben Bella et Houari Boumediene.

Sa démarche nous est apparue comme une nouvelle manœuvre dans la rivalité entre ceux qui se battaient pour le pouvoir. Notre commandement a catégoriquement rejeté sa proposition, et l'a invité à rester neutre, pour atténuer au mieux la tension du moment, préserver son propre prestige et épargner au pays une effusion de sang. Il a rejeté notre démarche. Il a proposé de rencontrer Mohamed Bousmaha en tête-à-tête. Ayant trouvé un groupe soudé en face de lui, il a préféré discuter en privé avec les dirigeants de la Wilaya IV, pensant ainsi à les gagner individuellement à ses positions.

Boudiaf est revenu à la charge au cours de sa rencontre avec Bousmaha. Il espérait le convaincre, en mettant à profit son jeune âge et sa fougue, qu'il prenait pour de l'inexpérience. Il a trouvé en face de lui un homme résolu à respecter la position du conseil de Wilaya.

Boudiaf perdit notre confiance. L'auréole qui entourait le personnage avait disparu. Le mythe s'était effondré. Il nous est apparu comme un homme banal, stupide, de peu d'envergure, sans relief. En effet, y a-t-il plus stupide que de vouloir rencontrer en privé Bousmaha, qui faisait partie d'une direction solidaire ?

A la suite de cette tentative, Bousmaha a tenu une conférence de presse. " Notre espoir est que les cinq chefs de la révolution puissent dépasser cette crise pour trouver un accord en vue de désigner les dirigeants du pays ", dit-il. Il rappela les qualités de Ben Bella, qui jouissait d'une grande popularité à l'intérieur, et d'un grand respect sur la scène internationale. Bousmaha n'a pas mentionné le nom de Boudiaf, ce qui lui a valu une solide inimitié de sa part.

Boudiaf a quitté le siège de la Wilaya IV pour rejoindre celui de la Wilaya III. Il s'est ainsi joint au groupe de Tizi-Ouzou, en guerre contre le clan de Tlemcen.

Pendant ce temps, le commandant de la Wilaya IV me chargeait de transmettre un message aux dirigeants de la Wilaya III. J'ai rencontré Mohand Ouelhadj, chef de cette Wilaya, à Yakourène. Je lui ai relaté dans le détail le déroulement des événements, depuis le déclenchement de la crise pour le pouvoir jusqu'à l'arrivée de Boudiaf. Je l'ai prié de mobiliser toutes ses énergies afin que sa Wilaya se maintienne dans la neutralité, et évite de se laisser entraîner dans une guerre civile.

Mohamed Oulhadj m'a grandement honoré pendant cette visite. Il m'a fait participer à ses réunions restreintes, ce qui m'a conduit à souligner ses qualités et à faire l'éloge de sa Wilaya à mon. Il avait fait preuve d'une grande compréhension envers notre position de neutralité. Une compréhension qui, malheureusement, n'a pas duré longtemps. Le même scénario déjà vécu avec le groupe de Boumediene lors de la rencontre de Aïn-Ouessara s'est répété.

Le commandement de la Wilaya III a rompu son engagement. Son chef, Mohand Oulhadj, a organisé un grand meeting populaire durant lequel Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf et lui-même ont annoncé leur décision de s'opposer au groupe de Tlemcen par tous les moyens. Et c'est ainsi que la Wilaya IV, la nôtre, s'est seule à prôner la voie de la raison, à proclamer la neutralité, le dialogue et à la paix. La guerre civile était là : nous nous sommes retrouvés dans l'œil du cyclone.

C'est alors qu'est apparu un autre acteur, Benyoucef Benkhedda, président légitime du GPRA. Il nous a contactés par l'intermédiaire du groupe de Rocher Noir, insistant pour rencontrer les dirigeants de la Wilaya IV. Nous avons rejeté sa demande, afin de ne pas être accusé de parti pris. Notre représentant, Youcef Ferhani, s'est contenté de le rencontrer à l'aéroport d'Alger. Benkhedda nous a de nouveau sollicités. Ses émissaires précisaient qu'il souhaitait organiser un meeting populaire pour expliquer le point de vue du GPRA envers les accords d'Evian. Il sentait que la population avait besoin d'éclaircissements pour dissiper les incertitudes qui planaient sur l'avenir du pays. Président du GPRA depuis trois ans, il

était, de ce fait, le seul à représenter ayant une légitimité. Mais nous avons refusé encore une fois sa demande. Nous lui avons rappelé les multiples lettres que nous lui avons envoyées, en vain, pour le mettre en garde contre les intrigues qui se tramaient dans son gouvernement.

Benkhedda n'a pour autant perdu espoir de tenir son meeting. Il s'est rendu à Blida, où nous l'avons rencontré pendant plusieurs heures. Il est retourné à Alger sans obtenir satisfaction. Là, il a pu trouver quelqu'un qui savait saisir les opportunités et tirer profit de toute circonstance pour servir ses propres intérêts. C'était commandant Azzeddine, que Benkhedda avait nommé auparavant commandant de la zone d'Alger.

L'histoire enregistrera au bénéfice de Benyoucef Benkhedda qu'il n'a pas pris part à l'attisement du conflit. Il ne s'est pas battu comme les autres pour le pouvoir. Il aurait pu le faire, en sa qualité de président du GPRA, détenteur de la légitimité. Peut-être qu'il s'en est abstenu parce sa base régionale n'a pas répondu favorablement à son appel, comme ce fut les cas pour d'autres.

Benkhedda a toutefois montré que lui non plus n'avait guère d'envergure. Son attitude était indigne d'un homme d'état. Il n'a pas pris de décisions quand il était au sommet de la hiérarchie et qu'il avait encore les rênes en mains. Il aurait pu démettre tous les belligérants, notamment les membres de l'état-major. Une fois qu'il a perdu le contrôle du pouvoir, ses ordres sont venus, tardifs et hésitants, au point où les aventuriers s'en sont moqués, les considérant comme nuls et non avenus.

Boumediene a d'ailleurs fait une curieuse lecture des décisions de Benkhedda. Il a considéré que la décision du président du GPRA de démettre l'état-major était suggérée par les dirigeants des Wilayas. Pourtant, la décision de limoger l'état-major est arrivée alors que celui-ci avait acquis une influence telle qu'il avait virtuellement pris le contrôle de l'armée, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. La décision de Benkhedda s'est retournée contre lui, car le groupe des insurgés a considéré le maintien de Benkhedda à la tête du gouvernement comme illégitime. La faiblesse du GPRA a ensuite permis à Ben Bella et Boumediene d'affirmer leur insoumission, et de se placer à la tête de l'état et de l'armée.

Benkhedda n'a pas pris la mesure des données de cette phase, et n'a pas évalué correctement les éléments du conflit, ni correctement appré-

cié les belligérants. Il n'a pas non plus utilisé le temps qu'il a passé au pouvoir à son profit, encore moins pour dessiner des perspectives d'avenir pour le pays. Il n'a pas tiré de leçons suffisantes de l'expérience de la Révolution, avec les intrigues et les liquidations dont elle a souffert. Pourtant, il a été témoin d'événements sanglants, qui ont coûté la vie à des hommes illustres. Parmi ces victimes, on peut citer Abbas Laghrour, Taleb Larbi, Lamouri, Abdelouahed, Abdelhay, Mustapha Lakehal, Aouachria, Abane Ramdane et bien d'autres. Benkhedda n'a pas brisé à temps l'arrogance de certains officiers de l'état-major, avant qu'ils ne s'insurgent contre le pouvoir légitime. Ils avaient ainsi rejeté les accords d'Evian, accusant les membres du GPRA qui les avaient ratifiés de " négatifs, capitulards et anti-nationalistes ".

Si Benkhedda avait su établir de bons rapports entre les cinq chefs de la Révolution et les membres du GPRA, ils seraient entrés dans la capitale en toute légalité et sans effusion de sang. Personne ne serait aventuré à exhiber ses forces ni son pouvoir. C'est la Révolution qui a fait d'eux des dirigeants célèbres et des chefs respectés. Autrement, Ferhat Abbas, qui a passé sa vie à rechercher la personnalité algérienne à travers l'histoire, sans la trouver, ne serait pas devenu le chef d'une grande révolution. Ni lui, ni Benkhedda, ni Krim Belkacem, ni Ben Bella ni Boumediene. Personne ne pouvait acquérir ce prestige sans le sacrifice de la population et sa la lutte héroïque.

Khider, Krim, Boudiaf

Certains d'entre eux, honorés par la révolution, l'ont trahie, ouvrant la porte aux opportunistes et aux comploteurs, pour en faire des alliés en vue d'accéder au pouvoir et se retourner ensuite contre les valeurs de la révolution et les révolutionnaires. Ils n'ont pas hésité à s'allier avec l'ennemi français qui les avait formés. Ils sont devenus pires que leurs maîtres.

Leur rôle a été décisif dans la crise de l'été 1962. Il a, en tous les cas, ouvert la voie au groupe de Tlemcen, qui a envahi la partie ouest de la Wilaya IV, sans tenir ne tenant compte ni des appels répétés à la paix, ni des souffrances des populations, ni de la situation d'un pays exténué par sept années de guerre, elles-mêmes consécutives à plus d'un siècle de colonisation.

Dans une déclaration faite au cours de cette épreuve, Mohamed Khider affirmé : "Dès que nous serons entrés dans la capitale, nous arrêterons les insoumis de la Wilaya IV, nous les pendrons en public et nous accrocherons leurs corps aux portes de la capitale. Ce sera leur châtiment pour leur trahison et leur résistance". La propagande n'avait plus de limites. Nous étions tantôt des traîtres et des rebelles, tantôt des insurgés.

Pendant ce temps là, les promotions des écoles militaires françaises s'infiltraient dans l'ALN, et travaillaient méthodiquement à assassiner la révolution. Elles avaient un objectif clairement tracé : s'emparer du commandement de l'armée, et occuper les postes de responsabilité les plus importants.

Dans ces conditions troubles, la guerre qui nous était imposée s'étendait de Berrouaghia, au sud, à Hadjout, au nord, englobant de nombreuses localités. Nombreux sont les martyrs tombés dans ces combats fratricides. Des hommes qui avaient rejoint le train de la révolution à la dernière minute et d'autres, qui avaient rejoint les putschistes, les ont assassinés. Citons, parmi ces chouhada, le commandant Bencherif, responsable du secteur militaire de Blida, les capitaines Mostefai et Toumi, ainsi que Bouchenafa, et bien d'autres.

C'était l'acte final d'une déviation née dans les rangs de la révolution des années auparavant, lorsque la direction à l'extérieur s'est coupée de l'intérieur. Elle a alors ouvert la voie aux collaborateurs, formés par les services spéciaux français et préparés pour prendre le relais afin de perpétuer la domination de l'Algérie. Ils ont tiré profit d'une erreur stratégique du GPRA. En effet, au lieu de les juger pour leurs crimes contre le peuple et pour leur trahison, il leur a décerné les titres et les médailles. Il leur a offert un pouvoir auquel ils n'avaient jamais espéré accéder quand ils étaient au service de l'ennemi. Dans cette même logique, il a soumis les moudjahidine aux ordres de ces traîtres. C'est ainsi que le traître a gouverné le militant nationaliste, le collaborateur a dirigé le militant honnête et le harki a donné ses ordres au moujahid.

Boumediene prend Alger

La Wilaya IV, sortie exsangue des années de guerre, a subi les attaques des forces qui se battaient pour le pouvoir. Celles-ci, munies d'armes

modernes, d'engins stationnées en dehors des frontières en attendant le jour J, bien équipées, disposant d'hommes frais, se présentaient dans un rapport de forces nettement favorable. Face à cette déferlante, nous avons établi un plan de défense et réparti les rôles de chaque commandement:

- Youcef Benkherouf a été chargé de faire face aux envahisseurs dans la région de Sidi Aïssa, au sud-est de la Wilaya IV; La consigne était de les empêcher d'avancer vers Alger ;
- Le commandant Omar Ramdane, de son côté, s'est posté aux environs d'EI-Asnam (Chlef), à l'ouest, avec les mêmes consignes.
- Les forces que je dirigeais ont été chargées de la région de Aïn-Ouessara, dans le sud de la Wilaya IV.

Le destin a ainsi voulu que je revienne à Aïn-Ouessara pour faire la guerre à mes anciens compagnons, après les avoir rencontrés auparavant en négociateur. J'ai laissé mes deux compagnons Si Hassan et Bousmaha au Quartier général, où ils restaient en contact avec les Wilaya II et III, ainsi qu'avec Boumediene, dans l'espoir de les convaincre d'éviter l'affrontement. Mais leur réponse est restée négative.

Dans le camp adverse, les rôles ont été répartis. La Wilaya II s'est divisée en deux camps. L'un a rejoint le groupe de Tlemcen, et l'autre a maintenu une position de neutralité, servant ainsi les intérêts de Boumediene et Ben Bella.

La Wilaya III a, dans un premier temps, envoyé quelques régiments dans la région de Sour El-Ghozlane et Sidi Aïssa, pour faire face à l'armée des frontières. Mais face à la puissance de feu des hommes de Boumediene, ces troupes se sont rapidement retirées, pour revenir dans leur wilaya. Je n'ai jamais pu savoir si leur retraite a été ordonnée par Krim Belkacem lui-même ou par un autre dirigeant. Leur retraite a facilité l'avancée des unités de Boumediene.

Ainsi, nous sommes-nous retrouvés, au sein d'une force réduite, mal équipée, à combattre des unités supérieures en nombre, disposant d'un matériel moderne et d'une puissance de feu sans commune mesure avec notre maigre armement. Nous n'avons été soutenus que par un groupe de la fédération de France du FLN, et par Hocine Aït-Ahmed. Celui-ci a affirmé sa position dans une déclaration publique, une position qu'il devait payer chèrement.

L'affrontement était là. Inévitable. Il n'y avait plus qu'à le subir. Je me trouvais alors dans la région de Ksar El-Boukhari, sur le flanc sud de la Wilaya IV. J'y retournais après un court séjour à Alger. A mon arrivée, la ville était déjà encerclée. Je réussis à m'y faufiler, de nuit.

Le crime était commis. Pour prendre le pouvoir, des Algériens tiraient sur des Algériens. Le moudjahid se trouvait face à son ancien compagnon d'armes, celui qu'il a sauvé, ou celui qui l'avait sauvé ! Ils s'affrontaient parce que d'autres, tapis dans l'ombre depuis des années, préparaient leurs plans pour prendre le pouvoir, y compris contre la volonté du peuple.

Le choc fut brutal. Il donna lieu à des combats très violents, qui durèrent une journée et une nuit. Nous faisons face, tant bien que mal. L'armée des frontières avait une puissance de feu nettement supérieure à la nôtre. Ses unités disposaient d'armes que nous ne connaissions même pas. Aucune oreille, même la plus fine, n'arrivait à identifier ces instruments de la mort utilisés par les hommes de Boumediene, alors que les moudjahidine pouvaient d'habitude identifier une arme au premier coup de feu.

La région s'est transformée en enfer. Comme si ses souffrances antérieures n'étaient pas suffisantes. Elle avait subi l'armée coloniale, les messalistes, les hommes de Noir et ceux de Bensaidi. Il avait fallu des efforts gigantesques pour y imposer l'ALN et en chasser tous les ralliés. Et au moment où elle retrouvait la liberté, elle devait subir le passage de l'armée des frontières.

Au deuxième jour des combats, un hélicoptère est venu tournoyer au dessus du champ de bataille. Il faisait de larges cercles au dessus de Mokorno. Cela me rappelait d'autres images, des souvenirs anciens que je pensais ne plus jamais revivre, ceux des hélicoptères de l'armée française surveillant le champ de bataille. Peu après, l'appareil s'est posé dans un endroit dégagé, près de la zone de combats. Trois hommes en sont descendus : Si Hassan, chef de la Wilaya IV, Mohamed Bousmaha, membre du conseil de Wilaya, et un troisième, un homme de grande taille. Certains disaient que c'était Ben Bella.

Ils venaient nous annoncer un cessez-le-feu qui venait d'être conclu. Un de mes compagnons, le capitaine "Moustache", a été le premier à apprendre la nouvelle. Il était tout surpris. Il est venu m'en informer.

L'accord reprenait les clauses de celui que nous avions conclu auparavant au cours la rencontre de Blida avec Boumediene, Mohamed Chaabani et Ahmed Bencherif. Il ne comportait aucune disposition nouvelle. Il prévoyait simplement de mettre fin aux combats, de maintenir une sorte de statu quo politique, d'organiser une réunion du Bureau Politique pour préparer l'élection d'une assemblée nationale, et la formation d'un gouvernement dans lequel toutes les parties seront représentées, avec les mêmes droits.

Pourquoi alors avoir engagé un coup de force ? Pourquoi tant de morts, de blessés, de traumatismes ? Pourquoi avoir commis l'irréparable, des combats entre anciens compagnons, entre frères, pour accepter finalement de revenir à un accord déjà entériné ? Quelle volonté criminelle pouvait ainsi engager une guerre fratricide, en faire payer le prix à un pays exsangue, pour revenir au statu quo ? Etait-ce simplement pour tester notre détermination ?

Sebaa snine barakat

J'avais une autre idée de la révolution. Elle était très différente de ce que je voyais. Je pensais que les révolutionnaires avaient un comportement à l'opposé de ceux que j'avais à affronter. Je ne parle pas des djounoud qui se trouvaient en face, évidemment, mais de ceux qui les avaient mis en face de nous pour satisfaire leurs ambitions de pouvoir. Je ne pus contenir ma colère. J'en fis part à Ben Bella. Je lui exposai mes arguments et ma manière de voir, avec des mots crus.

Mais sur le moment, le plus important restait de mettre fin aux combats. J'ai donc rapidement transmis l'ordre de cessez-le-feu. Quand les armes se sont tues, je me suis senti soulagé. Mais une sourde colère, mêlée d'une profonde tristesse, grondait dans les rangs du peuple. Des hommes de valeur sont tombés dans ces affrontements qui n'avaient comme seule justification que la prise du pouvoir par un groupe qui voulait s'accaparer le combat de tout un peuple.

Les Algériens sont sortis dans la rue, pour manifester leur refus des combats fratricides. Dans un élan spontané, le peuple a scandé : " sebaa snine, barakat ", sept ans, ça suffit ! La formule est restée célèbre dans la

mémoire collective du pays. Elle montrait la sagesse d'un peuple, son refus de la violence inutile, son rejet des déchirements qui portait atteinte à la grandeur de ses sacrifices.

Le cessez-le-feu fut respecté, mais une énigme demeurait : pourquoi l'ont-ils accepté ? Est-ce en raison de notre résistance ? Est-ce pour l'amour de la Révolution ? Ou est-ce en raison d'une quelconque pitié qu'ils auraient éprouvée envers la population ? Il y a, dans l'itinéraire de ces hommes, des faits qui excluent certaines explications. Je pense que c'était simplement une halte dans le plan tracé par Boumediene, avec la complicité de Ben Bella, pour prendre le pouvoir.

Boumediene avait une grande capacité de manipulation. Il était passé maître dans l'art des tractations de coulisses. Il avait largement eu le temps de parfaire ses connaissances dans ce domaine pendant les longues années passées aux frontières, pendant que nous subissions le feu de l'ennemi. Il avait exploité la personnalité et le prestige de Ben Bella pour acquérir le soutien de la population au profit du président de son choix. Il l'a utilisé, installé au pouvoir, mais en réalité, il préparait déjà le terrain pour lui-même.

Nous aurions pu accompagner le mouvement, ne pas nous opposer au groupe de Tlemcen, et nous abstenir de défendre la légitimité des institutions de la révolution. Nous aurions tout aussi bien pu participer au partage du butin. Mais cela ne faisait partie ni de nos moeurs ni de nos principes. Je reconnais que nous ignorions les petits calculs politiques, les complots, les combines, les lâchetés et les trahisons. Nous avions une idée grandiose de la révolution. Elle signifiait pour nous honnêteté révolutionnaire, liberté, solidarité.

Le décalage entre nous et le duo Ben Bella-Boumediene était immense. Non seulement ils avaient fait couler le sang des Algériens, mais ils nous accusés de rébellion. Ils ont lancé une vaste campagne de propagande pour justifier l'usage des armes contre les moudjahidine qui défendaient la légitimité. Ils ont sali une page de l'histoire de la Révolution. Puis, pour couronner le tout, ils nous ont accusé de vouloir prendre le pouvoir !

Les plus acharnés étaient des anciens officiers de l'armée française, qui

avaient acquis leur pouvoir grâce à Boumediene. Ils avaient atteint des postes de décision et de responsabilité qu'en faisaient des éléments clés de son dispositif. Certains portaient encore les distinctions de l'armée française et les médailles acquises dans les combats contre le moudjahidine. Leurs mains étaient tachées du sang du peuple, mais Boumediene n'a pas hésité à les utiliser dans sa marche pour la conquête du pouvoir.

Ils se sont acharnés contre moi, essayant parfois de me faire endosser seul la responsabilité de tout ce qui s'est passé. Et, pour eux, la position de la Wilaya IV signifiait rébellion et tentative de prise du pouvoir, alors que notre seul objectif était de défendre la légitimité, pour asseoir des institutions solides, en mesure d'assurer aux Algériens une vie digne, à la hauteur des sacrifices consentis. Cette liberté, acquise à un prix si élevé, ne devait plus jamais être confisqué. Si M'Hamed Bougara, mon maître, mon guide, m'avait mis en garde un jour : "Ne jamais provoquer de déchirements dans les rangs du peuple, ne jamais toucher à la liberté du peuple". Ce sont de là des recommandations que j'ai toujours scrupuleusement respectées.

On ne peut en dire autant de ceux que la Wilaya IV a eus à affronter. Ben Bella et Boumediene ont fait couler le sang des moudjahidines. Ils ont ensuite utilisé des méthodes immorales dans toute leur action. J'ai eu personnellement à en subir les conséquences à deux reprises. La première fois quand nous étions parvenus à un accord, qu'ils ont aussitôt violé, alors que je n'étais pas encore revenu auprès du commandement de la Wilaya IV, ce qui m'a mis en mauvaise posture avec mes compagnons. La seconde fois quand ils ont réussi à me faire endosser la responsabilité du conflit.

Ces événements ont provoqué en moi une révolte comme j'en avais rarement connue auparavant. Une révolte tardive, certes, comme l'a souligné un de mes compagnons. Mais elle m'a révélé la nature de ces hommes, leurs méthodes, leur absence totale de scrupules. Je me résolus alors de combattre ces usurpateurs, de plier s'il le fallait, mais de reprendre l'initiative dès que l'occasion s'en présenterait. C'était la seule position digne envers le pouvoir de Ben Bella et Boumediene. Quel que soit le prix à payer.

Rester digne, fidèle à ses principes, ceux qu'on a partagés avec les centaines de milliers de chouhada, devenait alors ma seule préoccupation. Nous n'étions pas nombreux à nous être révoltés contre le putsch qui a renversé le GPRA, tout en résistant à la tentation de prendre le pouvoir. Nous restions au sein de ce cercle d'hommes qui ont refusé les privilèges contre leur silence, et rejeté des postes de responsabilité en contrepartie de la compromission. Je remercie Allah de m'avoir donné cette volonté et cette force de rester fidèle à mes engagements, d'avoir gardé une démarche dont auraient été fiers mes compagnons qui ont eu droit à la chahada avant de voir leur pays libre, d'avoir surmonté toutes les tentations et d'avoir résisté aux pressions et à la torture. Mais pouvais-je agir autrement, moi qui ai eu l'honneur et la chance d'avoir côtoyé Bougara et Bounaama?